JE FEINS D'ACCORDER ET JE ME DÉROBE...

Ici, à Observ'ER, on nous interroge beaucoup pour savoir si nous participons aux deux actuelles consultations qui agitent notre petit monde. Celle qui consiste à répondre au questionnaire de la DGEC (Direction générale de l'énergie et du climat) sur l'avenir du tarif d'achat des kilowattheures d'origine renouvelable et celle, conduite par la même direction du ministère de l'Écologie et qui devrait orienter, si ce n'est inspirer, une politique en faveur de l'autoconsommation photovoltaïque.

Difficile après trente-cinq années passées dans ce milieu de confondre consultation et concertation. Dans ce siècle de transparence et de communication, on est généralement reçu avec courtoisie dans les cabinets ministériels et on trouve souvent une oreille pour être écouté... plus rarement pour être entendu. En termes humoristiques, on dit souvent qu'en régime totalitaire c'est *« ferme ta gueule ! »*, et qu'en démocratie c'est *« cause toujours ! »*.

Outre le fait qu'il est particulièrement horripilant de nous demander benoîtement ce que nous pensons des certificats verts, un système que nous avons inventé et mis en place voici plus de dix ans, il nous faudrait encore adouber ceux-là mêmes qui nous les ont confisqués hier pour l'usage qu'ils pourraient en faire demain !

Observ'ons la technique de ceux qui nous gouvernent. À peine ont-ils grand ouvert la porte aux énergies renouvelables, résignés à satisfaire une directive européenne, qu'ils s'ingénient à la refermer en multipliant exceptions, réglementations et interdictions. Je feins d'accorder et je me dérobe, un petit jeu pervers consistant à s'offrir pour finalement ne rien consentir.

Ainsi en sera-t-il de l'autoconsommation. Sitôt autorisée, sitôt contrariée. Bien sûr, le gouvernement va la mettre en place. Dans l'état où ils ont mis la filière, ils condescendront à lui laisser une poire pour la soif. Mais dès le lendemain, une taxe, un obstacle juridique, une impossibilité technique, la nécessité de payer un droit d'accès au réseau, viendront détricoter ce qui aura été accordé.

Alain Liébard
Président d'Observ'ER

Yves-Bruno Civel
Directeur général d'Observ'ER

P.-S. Faut-il dès lors croire à la promesse présidentielle et néanmoins technocratique d'un Airbus des énergies renouvelables alors que tout nous porte à préférer le développement de milliers de petits planeurs mus par le soleil et le vent ?